

Alexis Brézet : Après l'émotion, le courage

<http://www.lefigaro.fr/voix/societe/2015/01/11/31003-20150111ARTFIG00219-alexis-brezet-apres-l-emotion-le-courage.php>

Mis à jour le 11/01/2015 à 23:13

Publié le 11/01/2015 à 21:21



FIGAROVOX/EDITORIAL - Le directeur des rédactions du Figaro se réjouit de l'extraordinaire mobilisation des Français contre le terrorisme. Il appelle les politiques à se montrer à la hauteur de ce réveil historique.

La France debout! La France, rassemblée dans le deuil. La France, digne dans sa colère. Les dirigeants du monde entier venus porter à notre pays le témoignage de la solidarité planétaire. Et surtout, cette foule immense, ces centaines et ces centaines de milliers de citoyens rassemblés à Paris, en France et partout sur la planète, dans un fraternel coude-à-coude, pour rendre hommage aux dix-sept victimes de la sauvagerie islamiste. Pour crier silencieusement leur attachement viscéral aux principes démocratiques et républicains. Pour défendre, tout simplement, notre civilisation et nos libertés.

Comment ne pas être ému par ce spectacle d'une nation enfin réunie? On pense à Marc Bloch: «*Il est deux catégories de Français qui ne comprendront jamais l'histoire de France, ceux qui refusent de vibrer au souvenir du sacre de Reims ; ceux qui lisent sans émotion le récit de la fête de la Fédération.*» Dans l'imaginaire national, la journée historique du 11 janvier 2015 aura aussi sa place.

Bien sûr, on pourrait à bon droit ironiser sur certaines envolées lyriques un peu faciles, pointer les contradictions et les arrière-pensées au sein de ces cortèges officiels que les journalistes de *Charlie Hebdo* auraient sans aucun doute été les premiers à ridiculiser, s'étonner de certaines présences incongrues (le bras droit d'Erdogan, tout de même, il fallait oser!), mais ce serait faire fausse route. Dans le deuil, la famille se retrouve ; elle n'oublie pas ses différences qui demain reprendront légitimement leurs droits - c'est cela, la démocratie - mais soudain elle s'unit parce que l'essentiel est en jeu. Si tant d'hommes et de femmes, de droite et de gauche, chrétiens, juifs, musulmans ou athées, ont éprouvé le besoin de se rassembler pour entonner *La Marseillaise*, c'est bien que quelque chose les rassemble: l'amour de la France, aujourd'hui menacée.

Ne nous leurrions pas, en effet. Contre le terrorisme, l'émotion, la compassion, l'indignation ne sauraient suffire. Pour gagner, contre les soldats du califat, cette guerre que l'on se décide enfin à nommer, il faudra surtout du courage, de la force et de la détermination.

Et même ceux qui n'y étaient pas, ceux qui, après mûre réflexion, ont refusé de clamer «Je suis Charlie» ne sauraient, pour ce seul motif, être retranchés de ce moment de communion nationale! Les uns, parce qu'ils croient au Ciel, quelle que soit leur confession, ont considéré que l'on ne répondrait pas à la folie des hommes par le mépris du sacré et l'apologie de la dérision. D'autres, de gauche ou de droite, n'ont pas voulu que leur indignation soit récupérée par un «système» politique qu'ils jugent gravement fautif. D'autres encore, par tempérament, sont tout simplement rétifs à ces effusions collectives médiatisées. Cela ne veut pas dire, au contraire, qu'ils soient moins horrifiés par le drame ni moins pénétrés de leurs devoirs vis-à-vis de la communauté nationale. Par leur abstention «positive», à leur manière, ceux-là aussi ont contribué à cette «union sacrée», infiniment reconfortante pour l'avenir de notre pays... à condition que, passé ce moment de ferveur, nous sachions collectivement tirer toutes les leçons de cette tragédie.

Car l'évidence est là. Si dérangeante soit-elle, il n'est plus possible de la nier. Les dix-sept victimes innocentes de ces trois jours tragiques ne sont pas tombées sous les balles d'une abstraction, d'une horreur vague, d'une barbarie indéfinie.

Ne nous leurrions pas, en effet. Contre le terrorisme, l'émotion, la compassion, l'indignation ne sauraient suffire. Pour gagner, contre les soldats du califat, cette guerre que l'on se décide enfin à nommer, il faudra surtout du courage, de la force et de la détermination. Ce sera long, difficile et douloureux. Rien ne serait pire que de voir les Français et leurs dirigeants, cédant au vertige de la contemplation de soi, aux délices du narcissisme médiatique, s'enivrer au spectacle de la mobilisation d'hier pour retomber demain, comme après l'affaire Merah, dans ce déni et cet aveuglement auxquels nous avons longtemps, trop longtemps, sacrifié.

Car l'évidence est là. Si dérangeante soit-elle, il n'est plus possible de la nier. Les dix-sept victimes innocentes de ces trois jours tragiques ne sont pas tombées sous les balles d'une abstraction, d'une horreur vague, d'une barbarie indéfinie. Ils ont été lâchement assassinés par des terroristes français, qui sont nés chez nous, qui ont grandi chez nous, qui sont allés à l'école chez nous et dont le parcours criminel (multi-délinquance, fanatisation carcérale, embrigadement à l'étranger) correspond point par point à celui décrit depuis des lustres, dans la quasi-indifférence générale, par les experts et les services de sécurité. Ces tueurs ont peut-être des complices. Ils feront sans aucun doute des émules. Ce péril a un nom: islamisme radical. Nous devons de toute urgence le conjurer.

Bien sûr, l'immense majorité des musulmans français ne souhaitent qu'une chose: pratiquer pacifiquement et tranquillement leur religion, dans le respect des lois de la République. Bien sûr, il est capital de ne pas couvrir d'un injuste opprobre ceux qui ne le méritent en rien et qui ont témoigné hier par leur présence en masse qu'ils n'avaient rien de commun avec les fanatiques. Mais à force de dénoncer sur tous les tons, préventivement, et pour solde de tout compte, les dangers de l'«amalgame» et de la «stigmatisation», à force de noyer toute analyse un peu lucide sous le gaz incapacitant de l'«islamophobie», nous finissons par nous interdire de voir - et, plus grave, de traiter - les symptômes d'une terrible réalité.

Oui, l'islamisme existe. Oui, il existe en France, comme dans le reste du monde, des groupes violents qui

Le deuxième malentendu potentiel est démocratique. Si les leaders politiques qui ont défilé hier en tête des cortèges venaient à penser que les millions de

Français qui leur ont emboîté le pas se reconnaissent désormais en eux, ils se tromperaient du tout au tout.

haïssent indistinctement les juifs et les chrétiens, mais aussi les musulmans qui ne partagent pas leur idéologie barbare. Oui, il y a dans nos banlieues, dans nos mosquées, dans nos prisons, des «religieux» qui prêchent la haine de la France et de l'Occident. Oui, il existe chez nous des caches d'armes, des sergents recruteurs pour les camps d'entraînement du Yémen ou de Syrie. Oui, ce terrorisme islamiste s'enracine bien dans une réalité sociale: celle d'un islamisme politique, radical, intolérant, indifférent à la légalité, dont il importe de circonscrire au plus vite les revendications si l'on ne veut pas qu'il fasse chaque jour davantage d'émules. Voilà pourquoi, s'il faut saluer la magnifique mobilisation de dimanche, il faut aussi s'attacher à dissiper certains malentendus potentiels qu'elle emporte avec elle. S'ils devaient s'installer, ils en ruineraient dramatiquement la portée.

Le premier de ces malentendus est d'ordre politique. Penser qu'il suffit de «marcher» contre le terrorisme témoignerait d'une inquiétante inconséquence. Pour faire reculer la menace, il faut agir, et vite. Après les avoir examinés aux prismes des récents événements (une commission d'enquête parlementaire bipartite s'impose à l'évidence), ce sont des pans entiers de notre législation qu'il faut revoir. Politique pénale, politique carcérale, budget et organisation du renseignement et des forces de sécurité, traitement applicable aux «candidats au djihad», police de l'Internet et des réseaux sociaux, contrôle des imams et de l'enseignement dispensé dans les mosquées... mille questions qui devront être examinées sans tarder dans un esprit de responsabilité. Souhaitons qu'à cette occasion les habituelles polémiques sur la «dérive sécuritaire» et la mise en place «sournoise» d'un État policier nous soient épargnées!

Le deuxième malentendu potentiel est démocratique. Si les leaders politiques qui ont défilé hier en tête des cortèges venaient à penser que les millions de Français qui leur ont emboîté le pas se reconnaissent désormais en eux, ils se tromperaient du tout au tout. La crise de la démocratie représentative ne sera pas réglée par une marche républicaine. La vérité (et en cela la mesquine mise à l'écart de Marine Le Pen par le sectarisme du PS restera comme une grave erreur) est que le peuple est descendu dans la rue pour exiger une détermination et une fermeté dont trop souvent il ne croit plus ses dirigeants capables. Entre les uns et les autres, le fossé reste béant. Or il faudra de la cohésion et de la confiance quand d'autres épreuves viendront.

Mais le malentendu le plus profond serait de croire qu'il suffit d'une bonne police et de bons services de renseignement pour résoudre un conflit qui prend ses racines dans la crise de l'intégration et la rupture de transmission. Comment accueillir «l'Autre» si nous ne savons plus ce que nous sommes, ce dont nous avons hérité et ce que les générations suivantes doivent recevoir? Si nous n'avons pas la fierté de notre passé, de nos valeurs, de notre culture? La France, celle qui a défilé hier, c'est une histoire (judéo-chrétienne, républicaine), une civilisation (égalité homme-femme, tolérance, liberté d'esprit et d'expression), un art de vivre (décence commune, dialogue plutôt qu'affrontement). Le plus grand défi maintenant - le seul, si nous voulons éviter non pas le choc des cultures mais «*le choc des incultures*» (François-Xavier Bellamy) - est de transmettre ces valeurs aux jeunes de notre pays, quelle que soit leur origine. Leur faire entendre qu'ils ne sont pas obligés d'«être Charlie» mais qu'ils peuvent être fiers d'être Français.



Alexis Brézet

- auteur

82 abonnés

Directeur des rédactions du *Figaro*